

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 24 Novembre 2011

DCM N° 11-11-15

Objet : Remplacement de la Taxe Locale d'Equipement par la Taxe d'Aménagement.

Rapporteur : Mme KAUCIC, Adjoint au Maire

La loi de Finances rectificative n°2010-1658 du 29 décembre 2010 a modifié substantiellement la fiscalité de l'urbanisme, en instituant notamment à partir du 1^{er} mars 2012 la Taxe d'Aménagement, qui remplace la Taxe Locale d'Equipement et ses taxes annexes (TDCAUE, TDENS, PAE,...).

Cette taxe, qui s'applique aux opérations de construction, reconstruction, agrandissement des bâtiments de plus de 5 m² et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme, hors ZAC notamment, est destinée à financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs déterminés par le Plan Local d'Urbanisme.

Sa mise en œuvre nécessite que le Conseil Municipal fixe :

- le taux de la taxe d'aménagement.

Celui-ci doit être compris entre 1 et 5%, mais peut atteindre 20% dans certains secteurs nécessitant des travaux substantiels de voirie et réseaux ; il peut être unique ou différent selon des secteurs)

- les opérations exonérées

- le cas échéant, la valeur forfaitaire des aires de stationnement non comprises dans la surface de la construction.

Il est rappelé que le taux actuel de la Taxe Locale d'Equipement a été fixé par le Conseil Municipal du 24 septembre 2009 à 5% et que les constructions de logements sociaux en sont exonérées.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de ne pas augmenter le taux existant et donc de maintenir le taux de 5% pour la Taxe d'Aménagement, pour l'ensemble du territoire communal

- de définir comme suit les exonérations totales ou partielles de certaines catégories de constructions en application de l'article L.331-9 du Code de l'Urbanisme :

1° En totalité les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L.331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L.331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLA I – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+)

2° Dans la limite de 50% de leur surface, les locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (logements financés avec un PTZ+)

3° Dans la limite de 50 % de leur surface les locaux à usage industriel mentionnés en 3° de l'article L.331-12

- de retenir le montant minimum légal pour la valeur forfaitaire des aires de stationnement non comprises dans la surface de la construction (2000 €)

L'impact de cette réforme tant pour les assujettis que pour la collectivité fera l'objet d'un suivi attentif et d'une évaluation régulière.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal :

LE CONSEIL MUNICIPAL

La Commission des Finances et des Affaires Economiques entendue,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- **DE CREER** un taux unique pour la Taxe d'Aménagement, fixé à 5 % sur l'ensemble du territoire communal
- **D'EXONERER** en application de l'article L.331-9 du Code de l'Urbanisme

1° En totalité les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L.331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L.331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLA I – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+)

2° Dans la limite de 50% de leur surface, les locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (logements financés avec un PTZ+)

3° Dans la limite de 50 % de leur surface les locaux à usage industriel mentionnés en 3° de l'article L.331-12

Vu et présenté pour enrôlement,

Signé :
Pour le Maire
Le Premier Adjoint :

Richard LIOGER

Service à l'origine de la DCM : URBANISME REGLEMENTAIRE – QUALITE URBAINE

Commissions : FINANCES

Référence nomenclature «ACTES» : 7.2

Séance ouverte à 18h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS, Maire de Metz,

Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 46

Absents : 9

Dont excusés : 9

Décision : ADOPTEE A L'UNANIMITE